

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# La nouvelle Guerre froide

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 30 SEPTEMBRE 2013

ENGLISH



La représentante des États-Unis, Samantha Power, tente de harponner le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov (Conseil de sécurité, 27 septembre 2013).

## La nouvelle Guerre froide

**P**ar Ghaleb Kandil

Ce qui s'est passé ces derniers jours dans les coulisses de l'Assemblée générale des Nations unies illustre clairement l'émergence de nouveaux rapports de force internationaux, caractérisés par la fin de l'hégémonie états-unienne et l'apparition de nouvelles réalités. Celles-ci laissent présager le début d'une Guerre froide, différente de celle que le monde a connu durant la seconde moitié du XXème siècle.

Certains analystes pensent que la fin de l'hégémonie unilatérale états-unienne conduit forcément à l'apparition d'un monde multipolaire. Mais en examinant de plus près ce qui s'est passé, on arrive à l'observation suivante : les puissances émergentes,

notamment l'axe de la Résistance mené par la Russie, avec un rôle essentiel pour l'Iran, est parvenu à imposer de nouveaux équilibres grâce à un processus d'accumulation des victoires, plus particulièrement contre Israël au Liban, et, surtout, grâce à la résistance de la Syrie dans la guerre universelle menée contre elle. Ces nouvelles réalités ont contraint les États-Unis et leurs alliés, Français et Britanniques, à accepter les nouvelles règles qui se sont traduites, au Conseil de sécurité, par une réciprocité dans l'utilisation des vétos, qui était, ces dernières décennies, le monopole de l'Occident.

Ces nouveaux rapports de force se caractérisent par la fin des invasions et des grandes guerres, mais ils n'empêcheront pas la poursuite des conflits politiques et des crises. Parmi ces enjeux, figure une question vitale pour la Russie : la récupération de son rôle historique dans l'Europe slave et orthodoxe, que l'Occident a ravi au Pacte de Varsovie après l'effondrement de l'Union soviétique.

Un monde multipolaire signifie un changement global des règles du jeu et des relations à l'intérieur des Nations unies. Or, la structure administrative et politique de cette organisation ainsi que son appareil exécutif, restent totalement sous hégémonie US. Ce qui signifie que le déséquilibre se poursuivra jusqu'à ce que les forces émergentes, qui ont démantelé le monde unipolaire, réussissent à reconstruire les institutions des Nations unies et à imposer un changement de leurs règles de fonctionnement, comme par exemple l'intégration de nouveaux membres permanents au Conseil de sécurité, à l'instar du Brésil, de l'Afrique du Sud et, ultérieurement, de l'Iran.

Le nouvel ordre mondial verra alors la chute de l'hégémonie unilatérale des États-Unis, qui a utilisé ces trois dernières décennies sa puissance militaire pour agresser et assujettir des nations entières. Pendant toute cette période, Washington a utilisé l'Onu et ses institutions comme s'il s'agissait d'annexes à sa diplomatie. La Russie et la Chine étaient dans une période d'attente et se contentaient, tout au plus, de protester politiquement, jusqu'à ce que la victoire de la Résistance contre Israël, en 2006, a posé les jalons du grand changement.

De nombreux dossiers litigieux opposent les USA d'un côté, la

Russie, la Chine, l'Iran et les pays des Brics de l'autre. La concurrence ouverte pour le contrôle des ressources énergétiques et des marchés se poursuivra et continuera de provoquer des polarisations sur la scène internationale. Mais les nouvelles réalités empêcheront que les États-Unis aient recours à la guerre pour imposer leur volonté.

Si la conférence de Yalta s'est soldée par un partage du monde en deux zones d'influence, sur lesquelles se sont déployées les armées des deux grandes puissances de l'époque, aujourd'hui, il n'existe pas de lignes de démarcations bien précises entre les zones d'influence. Au contraire, les lignes sont enchevêtrées et aucun compromis global n'est envisageable. C'est selon ces nouvelles règles d'engagement que la guerre froide contemporaine aura lieu.

## La portée de la victoire iranienne

Par Ghaleb Kandil

L'Iran a couronné 33 ans de résistance face au blocus américano-occidental en imposant aux États-Unis de le reconnaître comme puissance indépendante, selon ses propres conditions. Grâce à la sagesse de son leadership, Téhéran a réussi à arracher cette reconnaissance aussi bien au niveau de la forme que du fond.

Ainsi, Washington a reconnu la puissance de l'Iran et s'est résigné à accepter son entrée dans le club des grands de ce monde. Il a également reconnu ses droits à l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire, sans que l'Iran ne fasse la moindre concession, même au niveau de la forme.

Nous assistons au début de l'ascension de l'Iran, qui a résisté tout ce temps à des guerres complexes lancées par des ennemis implacables, qui ont utilisé toutes leurs armes : pressions, menaces, embargo, blocus, sanctions, terrorisme d'État, assassinats de savants, attentats terroristes, guerres secrètes, guerres économiques, subversion etc...

Mais malgré les gigantesques moyens jetés dans la bataille par les États-Unis, Israël et leurs auxiliaires, ils ont perdu face à la

détermination du peuple iranien et à son attachement à son indépendance.

Face à ces guerres, l'Iran a compté sur ses propres moyens et a considérablement développé ses capacités militaires et technologiques, parvenant même à se lancer à la conquête de l'espace. En coopération avec la Russie, la Chine, la Corée, le Brésil, le Venezuela et l'Inde, la République islamique a fait des pas de géants, ce qui la transforme en modèle pour les pays en voie de développement.

Les citoyens iraniens ont consenti d'énormes sacrifices pour sauvegarder l'indépendance de leur pays, Aujourd'hui, ils peuvent enfin voir se réaliser les objectifs imaginés par de grands chefs et stratèges dès le début de la révolution : bâtir un État indépendant, le doter des moyens de défendre son indépendance, et contraindre l'Occident colonialiste à le reconnaître. Tous les plans et tous les efforts ont été déployés, ces 33 dernières années, dans cette direction.

La reconnaissance états-unienne de la puissance iranienne est une consécration des nouveaux équilibres au Moyen-Orient, plus particulièrement dans le Golfe. Dans cette région, la présence et le rôle iranien dans les domaines politique et économique seront décisifs.

Sur le plan stratégique, il est important de mettre l'accent sur l'importance de l'alliance syro-iranienne, qui a promu et couvert la Résistance. Cette alliance a largement aidé l'Iran à bâtir son modèle indépendantiste sur la scène mondiale. Si la résistance de la Syrie et de son président ont offert aux peuples du monde la chance de se libérer de l'hégémonie unilatérale des États-Unis, l'alliance entre Damas et Téhéran a jeté les bases de la dissuasion face à Israël.

Aujourd'hui, le chef de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, peut se prévaloir devant les sceptiques —et ils sont de moins en moins nombreux en Iran— que le pari fait par son pays sur la Résistance et sur la Syrie était gagnant. C'était un précieux atout stratégique, qui a permis de faire de nombreuses réalisations.

Déclarations et prises de positions

**Bachar al-Assad**, président de la République arabe syrienne

*« La Syrie va détruire son arsenal chimique. Notre pays s'engage généralement à toutes les conventions qu'il signe. Cependant, la possibilité que les États-Unis lancent une attaque contre la Syrie est toujours réelle. Soit sous le prétexte des armes chimiques, soit pour d'autres prétextes. Si on jette un coup d'œil sur les guerres précédentes, sur la politique des États-Unis, au moins à partir de la première moitié des années cinquante, on voit qu'il s'agit d'une politique qui passe d'une agression à une autre. Cette politique n'a pas changé et je ne vois pas maintenant de raison particulière pour qu'elle change. Les États-Unis ne peuvent pas avoir recours au Conseil de sécurité comme ils le faisaient dans les années 90, il y a davantage d'équilibre en son sein. Depuis deux ans et demi, il y a une ingérence étrangère dans le conflit qui secoue la Syrie. Certains États, dont l'Arabie saoudite, fournissent des armements aux terroristes. »*

**Hassan Rohani**, président de la République islamique d'Iran

*« On ne peut régler la crise syrienne que par les moyens pacifiques. Il faut mettre le gouvernement et l'opposition à la table des négociations. Nous participerons à la conférence Genève-2 sans aucun préalable, si on nous invite. La dislocation de la Syrie est très dangereuse, les terroristes doivent quitter la Syrie, il ne doit y avoir de guerre lancée par des États étrangers. »*

**Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Les auteurs des attentats de Bir al-Abed et de Roueiss ont été identifiés. Les services libanais ont les mêmes informations, et c'est désormais à l'État de prendre les mesures nécessaires à l'égard des auteurs, notamment les Libanais d'entre eux (...) Les informations véhiculées par des membres de l'opposition syrienne et reprises par certains médias au sujet du transport d'une partie des armes chimiques syriennes au Liban sont ridicules et dangereuses car elles ont des conséquences graves qui mettent le Liban en danger. Oui, le régime syrien a donné des armes à la Résistance, mais il n'a jamais été question des armes chimiques, car indépendamment du danger que cela comporte d'en posséder, pour le Hezbollah, il s'agit d'une question religieuse. J'ai même refusé de laisser un flou sur cette question pour les besoins de la*

*guerre psychologique contre Israël, comme me l'ont conseillé certains. Concernant le tollé au sujet du réseau de télécommunications de la Résistance, c'est un câble qui passe en bordure de Zahlé et qui va jusqu'à Baalbeck et au Hermel. Il y a eu des travaux d'entretien sur ce câble, ce qui ne constitue en aucun cas un moyen de contrôle des télécommunications de Zahlé. Tout spécialiste des télécommunications pourrait le confirmer (...)*

*Si le président Sleiman convoque à une séance de dialogue, nous serons prêts à y participer. Mais si certains ne veulent pas s'asseoir à nos côtés, c'est leur affaire. Nous autres, nous acceptons et, même plus, nous souhaitons que tous les thèmes soient discutés, y compris celui de l'intervention en Syrie. Nous verrons alors qui a commencé à intervenir en Syrie, sous quelle forme et à partir de quand. Nous souhaitons que tout cela soit mis sur la table. D'ailleurs, n'est-ce pas une forme d'intervention que de solliciter à tout prix une intervention militaire étrangère en Syrie, sachant que l'un des premiers pays qui en paiera le prix sera le Liban ? Tout cela n'est-il pas plus dangereux que d'envoyer quelques combattants dans des points précis en Syrie ? Aujourd'hui, la Turquie est en train de connaître le même sort que le Pakistan qui paie le prix du conflit en Afghanistan. Qu'ont fait les parties qui réclament une intervention étrangère en Syrie contre cette menace takfiriste qui pèse aussi sur le Liban. Au sujet de la formation du gouvernement, le Hezbollah ne pose qu'une condition : que les blocs parlementaires soient représentés au sein du gouvernement selon leur poids. Par contre, c'est l'autre camp qui multiplie les conditions. La déclaration ministérielle sera discutée après la formation du gouvernement. La formule des « trois huit » est en fait une formule « 6-10-8 », car le Premier ministre et le ministre qu'il choisira seront forcément du 14-Mars et ne peuvent pas être considérés comme des centristes. »*

**Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères**

*« Il est de notoriété que les groupes armés les plus efficaces de l'opposition syrienne sont composés de jihadistes. Ils comprennent beaucoup de radicaux venus du monde entier. Ils cherchent à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec la démocratie, qui reposent sur les principes de l'intolérance et visent à anéantir les*

*États laïques et à créer des califats. On peine à qualifier de « perspicace » la politique de ceux qui luttent contre les groupes armés dans certains pays, comme au Mali, mais aident ces mêmes groupes dans d'autres pays, comme c'est le cas en Syrie. Les mercenaires en provenance de pays occidentaux et de la Russie qui combattent actuellement en Syrie représentent une menace commune à la sécurité de la communauté internationale. Je suis convaincu qu'ils sont en train d'accumuler une expérience dont ils se serviront, une fois la crise syrienne réglée, dans d'autres pays, dans leur propre patrie avant tout. C'est de cela dont nous devons parler, et non pas de la question de savoir qui doit rester et qui doit partir. Soit nous sommes d'accord sur le fait que toute forme de terrorisme est inacceptable, soit nous continuons le jeu des doubles standards. »*

**Walid Joublatt, chef du Parti socialiste progressiste**

*« Certaines forces politiques libanaises ne doivent pas commettre des erreurs de calcul et ne pas miser sur des bouleversements des équilibres internes. Il faudra envisager le dossier gouvernemental avec le plus possible de souplesse et de réalisme, et ce d'autant plus que le poids des problèmes sociaux et économiques s'est aggravé. Je salue le déploiement des forces légales dans la banlieue sud. Il n'y a pas d'alternative à l'État comme parapluie de protection pour tous. Cependant, le renforcement de la sécurité primaire ne se fait pas uniquement à coup de mesures sécuritaires exceptionnelles, mais aussi par l'instauration d'un climat politique adéquat susceptible de favoriser la maîtrise de l'état de sécurité. »*

**Samir Mazloum, vicaire-patriarche maronite**

*« Tout ce qui se passe depuis des décennies illustre que la volonté de vider la région des chrétiens existe réellement et qu'elle est aujourd'hui en train d'être mise en œuvre. Les intérêts de nombreux États ont convergé avec cette volonté. Les chrétiens doivent s'attacher à leur foi et à leurs ancêtres, qui ont sacrifié leur vie pour préserver leur présence sur leur terre. Les groupes extrémistes réussiront peut-être à court terme, mais à long terme, ils échoueront. L'Église a de tout temps été persécutée et malgré cela, elle est toujours là. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

*« À quoi sert l'initiative de Berry si la partie la plus concernée, le Hezbollah, n'est pas prête à discuter ? Le Hezbollah s'attache à son idéologie, son projet politique et ses engagements stratégiques. Il a confisqué la décision de l'État. Le président de la République refuse catégoriquement la prolongation de son mandat. Il est temps de tenir des élections présidentielles sérieuses loin des pressions assadistes qui ont eu lieu sur ce plan depuis le début de la guerre. En Syrie, le maintien du président Bachar al-Assad à la tête du pouvoir est désormais impossible. Genève 2 aboutira au départ d'Assad et à la formation d'un gouvernement transitoire ayant des prérogatives exécutives. »*

**David Hale**, ambassadeur des États-Unis au Liban

*« Nous savons que le conflit en Syrie influe sur tous les aspects de la vie au Liban. Le pays devrait se distancier de cette crise mais, hélas, le Hezbollah est lourdement impliqué dans ce conflit qui a provoqué le déplacement de plusieurs millions de personnes et a plongé la région dans l'instabilité.*

*Le président Obama a annoncé une aide supplémentaire au Liban pour l'aider à faire face aux défis. Cette aide s'élève à 74 millions de dollars et devrait être utilisée pour combler les besoins des réfugiés syriens. Ainsi le don total des États-Unis, dans ce cadre, s'élèvera à 254 millions de dollars pour soutenir les réfugiés syriens et les ONG. Washington est engagé également à soutenir les forces armées libanaises. Le président Obama a annoncé dans ce cadre que les États-Unis verseront 8,7 millions de dollars supplémentaires à l'armée afin que celle-ci puisse renforcer la sécurité à l'intérieur du pays et à ses frontières. La somme totale versée aux forces armées libanaises au cours des dernières années s'élève à un milliard de dollars et cela notamment dans le but qu'elles puissent appliquer les résolutions 1559 et 1701. »*

## Événements

- Le calme est revenu à Baalbeck, au lendemain de violents accrochages entre le Hezbollah et des membres de deux familles

sunnites. Samedi, cinq personnes dont deux membres du Hezbollah ont été tuées et au moins dix ont été blessées dans des échanges de tirs près du souk de Baalbeck. Le ministre sortant de l'Intérieur Marwan Charbel a affirmé que « *le Hezbollah a retiré ses hommes armés de Baalbeck* » et que l'armée libanaise contrôle désormais tous les barrages dans la région. M. Charbel a par ailleurs indiqué que l'incident « *n'a rien de politique* ». « *Ce n'est pas un affrontement sunnito-chiite*, a-t-il insisté. *C'est un incident individuel qui s'est transformé en accrochage et qui a maintenant été maîtrisé* ». À l'origine de ces violences, l'arrestation mercredi d'un Syrien à un point de contrôle routier du Hezbollah. Des membres des familles Chiyah et el-Rifaï ont protesté avec véhémence contre cette arrestation. Une altercation puis des échanges de tirs ont suivi, blessant un membre du Hezbollah et deux passants. Samedi, des membres de la famille Chiyah ont tiré en direction du même point de contrôle routier du Hezbollah provoquant une riposte.

- Vingt-et-un émigrés clandestins libanais se sont noyés vendredi 27 septembre lorsque leur embarcation, qui transportait 120 personnes, a fait naufrage entre l'Indonésie et l'Australie, ont rapporté plusieurs médias. Selon l'Agence nationale d'information (ANI, officielle), la majorité des victimes seraient originaires du Akkar. Une dizaine de personnes seulement auraient survécu au drame, alors que les corps des victimes étaient rejetés sur les côtes d'une île indonésienne.

- Le quotidien libanais *Al-Akhbar* rapporte que le président français François Hollande n'a pas reçu le patriarche grec-orthodoxe Youhanna Yazigi à l'occasion de sa dernière visite à Paris, alors que des autorités officielles françaises avaient promis qu'un entretien aura lieu entre les deux hommes. Des sources ecclésiastiques ont trouvé étrange que l'entretien n'ait pu se tenir, vu ce qui se passe à Maaloula et ce que subissent les chrétiens de Syrie d'une manière générale.

- La chaîne de télévision *Al-Manar* (Hezbollah) a affirmé que la voiture piégée utilisée dans l'attentat de Roueiss, qui a fait 27 morts et 330 blessés le 15 août, était une BMW noire. Sa

propriétaire, Nada Salman, une habitante de Mousseitbé, l'avait vendue à un homme de la région d'Ersal. L'enquête a montré que Mme Salman n'est pour rien dans l'attentat, mais que la voiture est finalement tombée aux mains d'Omar el-Atrache, un homme d'Ersal qui préside un groupuscule terroriste. La voiture aurait été préparée pour l'explosion dans un garage à Ersal et des ressortissants syriens en ont changé la couleur et la plaque d'immatriculation. Le dénommé Mohammad Jassem al-Karhouni a été aperçu au volant de la voiture en question à Ersal, trois jours avant l'attentat de Roueiss. Le véhicule a ensuite été déplacé vers le quartier de Cola.

- L'armée a empêché une camionnette transportant des éléments du groupe extrémiste syrien du Front al-Nosra de s'infiltrer dans le territoire libanais par une route proche de la localité d'Ersa, non loin de la frontière avec la Syrie, a indiqué l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Selon l'ANI, le van en question a refusé de s'arrêter à un barrage de l'Armée libanaise ce qui a poussé les soldats à ouvrir le feu. Un membre du groupe al-Nosra a été tué et deux Syriens ont été blessés lors de l'incident. Ces derniers ont été transportés à un hôpital d'Ersal.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Claire Chokor (27 septembre 2013)

Les prises de position des Kataëb sur plusieurs dossiers montrent que ce parti se démarque de ses alliés du 14-Mars. Toutefois, tout suggère que les Kataëb resteront dans ce camp, dont ils ont toujours besoin, mais il ne fait pas de doute qu'ils n'accepteront plus d'être enfermés dans la cage de Saad Hariri et se démarqueront donc de plus en plus de leurs alliés. Ils sont en effet persuadés que la donne régionale et internationale s'accommode mal du repli sur soi, et que l'ouverture est devenue plus nécessaire que jamais. Il ne faudra donc pas s'étonner d'un éventuel dialogue entre le parti Kataëb et le Hezbollah, ni d'ailleurs d'un rapprochement avec le Courant patriotique libre (CPL) ou les

Marada concernant les préoccupations et les attentes des chrétiens. Toujours dans le cadre de la même politique du « *ciel ouvert* », nous verrons bientôt le président Amine Gemayel au Sud-Liban.

#### **As-Safir (27 septembre 2013)**

Des sources de sécurité font état d'une avancée dans le dossier des otages libanais détenus en Syrie. Le gouvernement libanais a fait appel à des parties européennes capables d'influencer positivement les ravisseurs. Le directeur de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, a sollicité une aide sur ce plan à l'occasion de ses entretiens avec plusieurs patrons de services de renseignement étrangers dernièrement. Les otages, ajoutent les mêmes sources, se trouvent toujours sur le sol syrien, malgré la prise de la ville de Aazaz par l'État Islamique en Irak et au Levant (EIL). Le chef du Rassemblement des ulémas musulmans au Liban, cheikh Salem el-Rafeï, est arrivé à Istanbul, où il devrait participer à une grande conférence islamique. Il devrait par la suite dynamiser une initiative qu'il avait lancée dernièrement pour obtenir la remise en liberté de ces otages.

#### **As-Safir (26 septembre 2013)**

Daoud Rammal

Selon une source de haut niveau, la réunion de New York a abouti à des conclusions qui consistent notamment à maintenir le Groupe international en place jusqu'au rétablissement du Liban. Son objectif consiste à provoquer un impact moral sur le pays, en parvenant à un consensus international sur le maintien de sa stabilité. La même source ajoute qu'il a été convenu lors de la conférence de soutenir la stabilité du Liban et de le maintenir à l'écart des événements de la région, d'appuyer l'économie libanaise, affectée par la crise syrienne, de soutenir les institutions étatiques, notamment l'Armée libanaise, garante de l'unité nationale, et d'épauler le Beyrouth dans la gestion du dossier des réfugiés. Les participants se sont, par ailleurs, accordés sur la mise en place de plusieurs comités ad hoc qui devraient être chargés d'assurer le suivi de chacun des objectifs mentionnés ci-dessus ainsi que sur la tenue de réunions périodiques à intervalle de deux ou trois mois.

### As-Safir (26 septembre 2013)

Nabil Haitham

Lors de sa dernière intervention, le secrétaire général du Hezbollah a critiqué l'Arabie saoudite et le camp proche de ce pays au Liban, l'accusant de susciter la tension avec Riyad. Toutefois, pour le Hezbollah, la balle a toujours été dans le camp saoudien. Les partisans du Hezbollah affirment que le parti n'a jamais voué une hostilité à l'Arabie saoudite. Il a, au contraire, souhaité de tout temps établir avec elle des relations basées sur le respect mutuel. C'est depuis la chute du gouvernement de Saad Hariri que l'Arabie a adopté une approche vindicative vis-à-vis du Hezbollah, une approche qui s'est manifestée par les campagnes politique et confessionnelle menées par ses alliés contre le parti ainsi que par les déclarations de son ambassadeur au Liban, qui a accusé le Hezbollah d'exposer la communauté chiite au danger. La tension entre le Hezbollah et l'Arabie saoudite a atteint son paroxysme avec l'éclatement de la crise syrienne. Depuis, le parti est quotidiennement dans la ligne de mire saoudienne. Le CCG a précédé les États européens en classant le Hezbollah comme organisation terroriste. Selon les partisans du Hezbollah, ce n'est donc que lorsque les choses ont franchi la ligne rouge que Hassan Nasrallah a vidé son sac, en appelant les choses par leurs noms, et en invitant les Saoudiens à retrouver le droit chemin.

### As-Safir (25 septembre 2013)

Denise Atallah Haddad

Les milieux politiques locaux et diplomatiques arabes et occidentaux ont accordé un grand intérêt aux moindres détails du dernier discours du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, aussi bien son timing que les messages directs et tacites qu'il a exprimés.

L'accueil positif réservé par Nasrallah au plan de sécurité pour la banlieue sud de Beyrouth a attiré l'attention de certains milieux diplomatiques. L'ambassadeur d'une grande puissance a accordé un intérêt particulier aux positions générales et particulières exprimées au sujet de la sécurité dans la banlieue « *car elles pourraient refléter une volonté du Hezbollah de prendre du recul et de s'adapter à de nouvelles données, conformes aux besoins et aux*

*intérêts de la période actuelle* ». « *La flexibilité affichée par le Hezbollah et sa disposition à abandonner les signes de la force et de l'influence montrent qu'il est sensible à la méthode iranienne de s'adapter aux nouvelles circonstances* », ajoutent la même source.

Le discours de Nasrallah n'est pas interprété de la même façon dans tous les milieux du 14-Mars. Il y a des divergences au sein de cette coalition quant à la façon de lire et de comprendre ces propos. Certains milieux y décèlent « *une escalade* » et affirment qu'il « *fait mine de jeter du lest dans la forme alors que dans le fond, il est intransigeant* ». En revanche, d'autres milieux estiment qu'il est possible de « *construire sur certains éléments du discours* ». Mais tous sont d'accords sur le fait que « *le secrétaire général du Hezbollah insiste pour entraver la formation du gouvernement et imagine, avec son camp politique, des arguments basés sur la taille de la représentation au sein de l'Exécutif, alors que leur objectif est d'obtenir le tiers de blocage* ».

Des milieux groupant des personnalités du Courant du futur (CDF), des Forces libanaises (FL) et du Parti Kataëb, pensent que le Hezbollah veut faire passer cette période avec le moins de tensions possibles au Liban, en attendant les développements en Syrie et les négociations américano-iraniennes et irano-saoudiennes.

D'autres milieux, regroupant des députés du Courant du futur, des responsables des Forces libanaises et des indépendants, voient dans le discours de Nasrallah une consécration de la tension ambiante dans le pays. Il a clairement annoncé qu'il n'y aurait pas de gouvernement sans tiers de blocage, il a attaqué l'Arabie saoudite et avec elle les États du Golfe et a jeté de l'huile sur le feu de la tension confessionnelle. Selon ces milieux, Nasrallah a envoyé des messages au CDF pour lui dire que la cohabitation devient de plus en plus difficile.

**As-Safir** (24 septembre 2013)

Elie Ferzli

Selon une source bien informée, la tournure prise dernièrement par la relation entre Michel Aoun et l'Arabie saoudite ne signifie pas nécessairement que les deux parties souhaitent ou s'attendent à ce que cette relation évolue, compte tenu notamment des fronts régionaux qui sont grand ouverts. Si Riyad fait de l'opposition

syrienne son cheval de bataille contre le régime de Bachar al-Assad et le Hezbollah, les aounistes eux, hantés par leurs appréhensions au sujet de la présence chrétienne au Moyen-Orient, font assumer à la monarchie la responsabilité de la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les chrétiens de la région. Les partisans du Courant patriotique libre (CPL) vont jusqu'à considérer que l'Arabie saoudite est en mesure d'agir, mais refuse de le faire. De plus, les griefs de Michel Aoun ne s'arrêtent pas aux limites de la politique interne ou régionale. Le chef du CPL pointe du doigt l'Arabie saoudite, l'accusant d'entraver le dossier pétrolier au Liban. Aoun évoque dans ce cadre les pressions exercées par Riyad sur certaines compagnies des pays du Golfe, afin qu'elles ne se présentent pas à l'appel d'offres, et n'innocente pas l'Arabie saoudite du complot qui se prépare pour empêcher au Liban d'exploiter ses ressources naturelles.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Nabil Bou Mounsef (27 septembre 2013)

Le bilan de la réunion du groupe d'appui international pour le Liban montre que cet événement a permis d'internationaliser au plus haut degré, et d'une manière indiscutable, la *Déclaration de Baabda*. La stabilité libanaise a bénéficié d'un rare appui international unanime, qui tranche avec les divisions aigües au sujet de la crise syrienne. Cet appui repose sur la *Déclaration de Baabda*, et les différents intervenants ont rendu hommage à la politique de distanciation prônée par le président de la République Michel Sleiman à l'égard dossier syrien. Le Liban peut donc se targuer d'avoir réussi une percée politico-diplomatique mais il se retrouvera confronté à de nouvelles difficultés lorsqu'il s'agira de mettre sur pied le mécanisme de financement qui pourrait prévoir la création d'un fonds alimenté par les donateurs. Ce financement sera peut-être tributaire de la formation d'un nouveau gouvernement au Liban.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Hiyam Kosseify (27 septembre 2013)

En dépit de l'importance accordée à la réunion du Groupe d'appui international au Liban, qui constitue une couverture internationale visant à l'aider à faire face au dossier des réfugiés syrien, il semble

que le problème auquel est confronté le Liban ne réside pas dans sa capacité à obtenir l'appui des grandes puissances et des Nations unies, mais plutôt dans la question de savoir ce qu'il cherche à obtenir de ces pays. L'objectif de cette réunion internationale devrait aller au-delà du déblocage d'un soutien financier, d'autant plus que la communauté internationale connaît bien les expériences du Liban avec de tels fonds.

Ce que les visiteurs occidentaux ont constaté, à la suite de leurs visites au Liban, ou lors de leurs contacts permanents avec les responsables libanais, est l'absence de toute vision réaliste ou palpable de ce qu'ils veulent. Les visites effectuées par les responsables européens et états-uniens à Beyrouth se sont multipliées ces derniers mois. Des responsables libanais se sont à leur tour rendus dans les capitales influentes. Des responsables chargés du suivi du dossier libanais ont constaté ne pas avoir entendu des revendications bien précises ou des idées claires formulées par les Libanais, proposant des moyens leur permettant de sauver leur pays. Les responsables libanais n'ont même pas une approche profonde des événements qui se déroulent dans la région et de leurs répercussions sur la scène libanaise. Ils n'ont proposé aucune sortie de crise, permettant d'éviter la chute du pays dans les mailles du conflit confessionnel régional et de le maintenir à l'écart de la guerre en Syrie.

Durant la grande partie de leurs entretiens avec leurs interlocuteurs étrangers, les responsables libanais mettent en avant des propositions visant à faire prévaloir le camp politique auquel ils appartiennent aux dépens de l'autre, ou alors ils investissent ces rencontres au profit de la consolidation de leur position personnelle sur l'échiquier local.

Les responsables libanais n'ont proposé à leurs interlocuteurs étrangers aucune vision réfléchie relative au problème des armes du Hezbollah. Ils se sont contentés de reprendre le refrain de la *Déclaration de Baabda*, qui a été répété à New York dernièrement.

Concernant la question des réfugiés syriens, ce n'est que lorsque ce dossier a commencé à intéresser la communauté internationale et a fait l'objet de récupérations politiciennes et financières tant au Liban qu'à l'étranger que les responsables officiels ont exprimé des revendications à ce sujet devant les acteurs internationaux.

Qu'a demandé la partie libanaise au président US lors de son entretien avec le président Michel Sleiman, d'autant plus que Barack Obama avait contacté voici un an son homologue libanais lui faisant part du soutien de son pays. Le président libanais a-t-il investi ces contacts en faveur de l'indépendance, de l'unité et de la souveraineté du Liban, ou les a-t-il mis à profit uniquement pour le règlement des conflits locaux.

### **Al-Akhbar** (27 septembre 2013)

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le président de la République, Michel Sleiman, a discuté avec son homologue iranien Hassan Rohani la situation intérieure au Liban, lui faisant part de son intention de se rendre en Arabie saoudite. Il a également mis l'accent sur l'importance de la contribution saoudienne et iranienne aux efforts visant à parvenir à une sortie de crise au Liban. Selon des informations fiables, Michel Sleiman portera à Riyad une nouvelle formule gouvernementale —9+9+6— au lieu de la formule dite des « 3x8 », dans une tentative de convaincre ses interlocuteurs saoudiens de l'approuver, ayant surtout ressenti l'opposition de Walid Joumblatt à l'idée de la formation d'un gouvernement de fait accompli, sur la base de la formule 8+8+8. La question qui se pose dans ce cadre est celle de savoir si l'Arabie saoudite rejettera la formule qui constitue la solution à la crise gouvernementale, en préférant continuer de tirer les ficelles de la crise libanaise afin de mettre la pression sur le Hezbollah ?

Des sources officielles de haut niveau rapportent par ailleurs que les rencontres et les tournées du président de la République à New York portent un objectif non avoué, qui consisterait à commencer à paver la voie politique internationale et régionale à la discussion de la prorogation de son mandat. Tout en s'engageant dans des démarches relatives au dossier gouvernemental, Sleiman garde en vue la question de la prorogation, ajoute les mêmes sources qui poursuivent que le président insiste dans ce cadre de se voir octroyé le ministère des Affaires étrangères, sous prétexte de l'application de la politique de distanciation. Or, en réalité il œuvre pour la désignation à ce poste de l'ancien ambassadeur Naji Abi Assi, qui plaidera à l'étranger en faveur de la prorogation de son

mandat. Des sources de haut niveau du 8-Mars affirment que des proches de Sleiman ont demandé à certains hommes d'affaires ayant des liens étroits avec les sphères de prise de décision régionales et occidentales d'évoquer d'ores et déjà l'idée de la prorogation de son mandat, en invoquant trois impossibilités : Impossibilité de tenir les élections présidentielles prochainement au Liban ; Impossibilité de mettre en place un gouvernement non consensuel ; Impossibilité d'organiser des élections législatives. Par conséquent, la conclusion des proches du président Sleiman reviendrait à dire : « *Soit Sleiman, soit le vide total* ».

#### Al-Akhbar (26 septembre 2013)

Le président Bachar al-Assad semble très satisfait de l'accord conclu entre Moscou et Washington sur les armes chimiques. « *Nous possédons un millier de tonnes d'armes chimique qui constitue un véritable fardeau pour nous. Leur destruction nécessite beaucoup d'argent, prendra plusieurs années et pose un bon nombre de problèmes au niveau écologique. Qu'ils (les Occidentaux) viennent les prendre* », a dit M. Assad à ses visiteurs. Et d'ajouter : « *L'arsenal chimique n'est pas leur objectif. Ils veulent changer l'équilibre de force et protéger Israël. Nous avons renversé la table et jeté la balle dans leur camp. Ils ont alors été embarrassés devant l'opinion publique états-unienne et européenne, même au sein de l'administration US* ».

M. Assad a rappelé que « *ce genre d'armes dissuasives a été fabriqué dans les années 80 pour contrer l'arme nucléaire israélienne. Actuellement, cet armement n'est plus dissuasif. Nous possédons aujourd'hui des armes beaucoup plus importantes et sophistiquées capables d'aveugler Israël en un instant* ».

Le président syrien a en outre fait état d'un « *niveau sans précédent* » de coopération et de coordination entre Damas et Moscou. « *La Russie s'est engagée à intervenir avec force en cas de guerre contre la Syrie. Les forces russes se déploieront sur le sol syrien pour combattre à nos côtés* », a-t-il révélé.

S'agissant de l'Iran et du Hezbollah, M. Assad s'est dit confiant du front de la résistance. « *Je suis rassuré que le seigneur des fidèles (en allusion à sayed Hassan Nasrallah) est capable de contenir les répercussions de toute agression contre la Syrie* », a-t-il affirmé.

« Israël n'est plus comme avant. Vu sa faiblesse, cette entité combat à travers ses alliés. Elle essaie de pousser les États-Unis vers une guerre dans la région, et use des membres de "l'islam américain", des groupes de takfiris, pour nous combattre. Ces gens-là, sont dans cette période les ennemis directs de la Syrie ».

Le président syrien n'a pas du tout confiance dans les autorités saoudiennes qui ont « *transgressé tous les tabous* ». Et ne « *s'attend pas à quelque chose de positif de leur part* ».

M. Assad a par ailleurs révélé que les délégations européennes, dont certaines liés à des services de renseignement, se bousculent en Syrie dans une tentative de reprendre contact avec Damas.

**Al-Akhbar** (24 septembre 2013)

Léa Kazzi

Le général Michel Aoun a décidé de quitter la présidence du Courant patriotique libre (CPL). Pour la première fois, la question de transformer le CPL en institution a été évoquée sérieusement entre lui et les hauts responsables de son parti. Le changement a commencé dans certaines structures du CPL. Au niveau du haut commandement, la fumée blanche devrait apparaître d'ici à six mois.

La question de la présidence du CPL est devenue une priorité pour le général Aoun, il y a deux mois. Personne n'était au courant à part ceux qui l'entourent en permanence à Rabié. Michel Aoun a mis à profit la réunion hebdomadaire qu'il tient tous les samedis avec les cadres autorisés à s'adresser à la presse pour évoquer avec eux ce dossier. C'était la première fois qu'il discutait avec ses partisans de la pérennité du CPL « *après lui* », selon un des participants à la rencontre. Il a demandé que les noms d'un successeur potentiel soient passés en revue : « *Je ne resterais pas président du CPL* », a-t-il dit.

D'ici à six mois, le nom du successeur devrait être connu. « *Vous devez choisir celui que vous considérez le plus compétent et le plus apte à assurer la pérennité du CPL* », a-t-il dit. Il n'a pas précisé si le successeur sera élu ou désigné et il n'a lui-même avancé aucun nom. « *Le général est convaincu que l'organisation de la succession de son vivant est meilleure pour éviter les luttes de pouvoir* », a ajouté la même source. Il estime que le timing est propice « *car il*

*n'y a pas d'échéances politiques internes préoccupantes* », a encore dit le participant à la réunion hebdomadaire, qui a par ailleurs assuré que le général Aoun « *a dit qu'il n'était pas candidat à l'élection présidentielle car il est conscient des difficultés* ». Les participants à la rencontre n'ont pas commenté. Il s'agit de Naji el-Hayeck, Bassam el-Hachem, Roger Azar, Salim Aoun, Mario Aoun, Tony Nasrallah, Gaby Gebrayel et Georges Yasmine.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

(24 septembre 2013)

Le ministre sortant de l'Intérieur et des Municipalités, Marwan Charbel, a déclenché une opération de relève des miliciens du Hezbollah dans la banlieue sud. Une force de 800 militaires et agents de sécurité ont participé à ce déploiement, en vertu d'un accord avec le Hezbollah... Les membres de la force conjointe ont progressivement pris la relève des miliciens du Hezbollah aux 44 points de contrôle que ces derniers avaient installés. Le déploiement devait se poursuivre avec deux nouveaux contingents mixtes de 800 agents et militaires chacun. Au total, ce plan de déploiement engagera donc 2400 éléments. Le ministre Charbel, qui a supervisé le déploiement sur le terrain, a démenti les rumeurs selon lesquelles le Hezbollah aurait eu un droit de regard sur les noms des agents et militaires déployés. « *L'auto-sécurité s'éclipse, mais ne disparaît pas* », estiment les plus sceptiques. Pour sa part, le parti Kataëb a décidé d'y voir « *un début encourageant* », tandis qu'Amr Houry (Futur) y a vu « *un pas dans la bonne direction* ». De son côté, le député Walid Joumblatt s'est félicité de la mise en œuvre du déploiement des forces légales dans la banlieue sud, tout en soulignant qu'il n'y avait pas d'alternative à l'État comme filet de sécurité pour tous.

**Fides** (Agence missionnaire du Vatican, 29 septembre 2013)

Le cheik Abdul Aziz bin Abdullah, grand mufti d'Arabie saoudite —pays allié de l'Occident sur la scène politique mondiale— a déclaré qu'il « *est nécessaire de détruire toutes les églises de la région* ». Ainsi que cela a été indiqué à *Fides*, parlant à une délégation provenant du Koweït, Abdul Aziz bin Abdullah a souligné que l'élimination des églises serait en accord avec la règle

séculaire selon laquelle l'islam est la seule religion praticable dans la péninsule arabique. Le grand mufti d'Arabie saoudite est le plus haut responsable religieux du royaume musulman sunnite. Il est également le chef du Conseil suprême des ulémas et du Comité permanent pour l'émission de fatwas (décrets religieux).

La déclaration du mufti arrive après qu'un parlementaire koweïtien, Osama Al-Munawer, ait annoncé le mois dernier sur le réseau social Twitter vouloir présenter un projet de loi visant à interdire la construction de nouvelles églises et lieux de culte non islamiques au Koweït. Récemment, à l'occasion de la consécration d'une église catholique aux Émirats arabes unis, les chrétiens du lieu avaient souhaité « *la mise en place de négociations afin de construire une église en Arabie saoudite* », sachant que vivent dans le pays, selon les estimations, entre 3 et 4 millions de chrétiens, tous travailleurs immigrés, qui désirent disposer d'une église. En juin 2013, le Cardinal Fernando Filoni, préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, a consacré l'église Saint-Antoine, en construction à Abu Dhabi. Au début de cette année, le sultan du Bahreïn avait fait don d'un terrain à la communauté chrétienne en vue de la construction d'une nouvelle église, la Cathédrale Notre-Dame d'Arabie.

#### **Fides** (28 septembre 2013)

Une rencontre est projetée le 22 novembre au Vatican entre le pape, les patriarches catholiques orientaux et des représentants des Églises orthodoxes d'Orient, ont affirmé samedi des sources de l'Église maronite.

Cette rencontre, qui est préparée à un moment où la guerre en Syrie et la montée de l'islamisme inquiètent profondément les minorités chrétiennes d'Orient, aura lieu à l'issue de l'assemblée plénière de la Congrégation pour les Églises orientales.

La semaine dernière, le pape avait reçu quinze évêques maronites de la région, emmenés par leur patriarche, le cardinal Béchara Boutros Raï.

Vendredi, François a aussi reçu en audience le patriarche de l'Église grecque-orthodoxe d'Antioche, Jean X Yazigi.

Le patriarche Jean est le frère de Mgr Paul Yazigi, archevêque grec-orthodoxe d'Alep, enlevé en avril dernier avec Mgr Mar

Gregorios Ibrahim, de l'Église syro-orthodoxe, dont on est toujours sans nouvelles.

Parlant devant la communauté de Sant'Egidio, au cours de sa rencontre annuelle rassemblant des centaines de personnalités et de dignitaires de diverses religions qui s'est ouverte samedi à Rome, le patriarche d'Antioche a appelé à ce que les chrétiens restent en Syrie. « *Nous ne voulons pas voir des bateaux qui emportent les chrétiens loin de l'Orient, ni des bateaux qui amènent des armes pour continuer la guerre. La Syrie doit rester ce qu'elle a toujours été : une terre de coexistence entre chrétiens et musulmans* », a affirmé ce patriarche orthodoxe, réitérant la position commune des dignitaires chrétiens de la région contre une intervention armée extérieure. Le pape François a répondu aux appels des évêques et des patriarches d'Irak, de Palestine, de Syrie, du Liban, d'Égypte notamment, en lançant des appels énergiques en faveur de la paix.

**The Independent** (Quotidien britannique, 21 septembre 2013)

Robert Fisk

Alors que le régime Assad a nié toute responsabilité pour les tirs de roquettes de gaz sarin qui ont tué environ 1400 Syriens dans la banlieue de la ghouta, le 21 août, des informations circulent sur le fait que la nouvelle « *preuve* » de la Russie au sujet de l'attaque comporte les dates d'exportation des roquettes utilisés et —plus important encore— les pays à qui elles ont été vendues. Elles ont été apparemment fabriquées en Union soviétique en 1967 et vendues par Moscou à trois pays arabes, le Yémen, l'Égypte et la Libye du colonel Mouammar Kadhafi. Vladimir Poutine n'a pas révélé les raisons pour lesquelles il a assuré à Barack Obama qu'il sait que l'armée de Bachar al-Assad n'a pas tiré les roquettes de gaz sarin. Mais si ces informations sont exactes —et on croit qu'elles proviennent de Moscou— la Russie est certaine de n'avoir pas vendu ce lot particulier de munitions chimiques à la Syrie. Depuis la chute de Kadhafi, en 2011, de grandes quantités d'armes de fabrication soviétique abandonnées sont tombées aux mains de groupes rebelles et d'insurgés affiliés à Al-Qaïda. Beaucoup ont été retrouvées au Mali, certaines en Algérie et une grande quantité dans le Sinaï. Les Syriens ont longtemps affirmé qu'une quantité

importante d'armes de fabrication soviétique a fait son chemin à partir de la Libye et se trouvent aux mains des rebelles. Ces transferts ont eu lieu avec l'aide du Qatar, qui a soutenu les rebelles libyens contre Kadhafi et qui finance les livraisons d'armes destinées aux insurgés.

Il ne fait aucun doute que la Syrie dispose d'un arsenal d'armes chimiques considérable. Ni que les stocks syriens contiennent de grandes quantités de gaz sarin et de roquettes de 122 mm. Mais si les Russes ont effectivement été en mesure d'identifier les marques des roquettes sur les fragments retrouvés dans Ghouta —et si ceux-ci font parties de munitions jamais exportées vers la Syrie— le régime d'Assad va se prévaloir que son innocence a été prouvée. Il faut reconnaître que de sérieux doutes sont exprimés par les organisations internationales de l'Onu et d'autres parties à Damas sur le fait que roquettes de gaz sarin ont été tirées par l'armée d'Assad. Certains de ces employés internationaux étaient à Damas le 21 août. Ils ont posé une série de questions auxquelles on n'a pas encore fourni de réponse. Pourquoi, par exemple, la Syrie aurait-elle attendu que les inspecteurs de l'Onu se soient confortablement installés à Damas, le 18 août, pour utiliser le gaz sarin deux jours plus tard et seulement à quatre miles de l'hôtel des inspecteurs.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « La nouvelle Guerre froide », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 30 septembre 2013, [www.voltairenet.org/article180391.html](http://www.voltairenet.org/article180391.html)